

Unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne
Cité administrative – Bâtiment A
24016 PÉRIGUEUX cedex

PÉRIGUEUX, le 12/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS 96

Centre commercial La Feuilleraie
24750 Trélissac

Références : FF-DD/FF/UBD24-47/117/2023
Code AIOT : 0005210333

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2023 dans l'établissement SAS 96 implanté Rue du Moulin Neuf 24000 Périgueux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée dans le cadre de l'opération coup de poing Station-service menée par l'unité bi-départementale 24-47.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS 96
- Rue du Moulin Neuf 24000 Périgueux
- Code AIOT : 0005210333
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TRELIDIS exploite chemin du moulin neuf à Périgueux une station-service de l'enseigne LECLERC, soumise au régime de la déclaration pour la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque accidentel, plus spécifiquement les articles¹ 2.1. B, 2.1. D, 2.7. A, 2.12, 3.5, 4.2, 4.9.3, 4.9.4, 4.10.2 ;
- Situation administrative, plus spécifiquement les articles¹ 1.1.2 et 1.4 ;
- Risque Chronique, plus spécifiquement les articles¹ 2.9 et 5.10 ;

¹ de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.4	Sans objet
5	Implantation – Aménagement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2	Sans objet
11	Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4	Sans objet
12	Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.10.2	Sans objet
13	Eau	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Implantation – Aménagement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.1. B	Sans objet
4	Implantation – Aménagement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.1. D	Sans objet
6	Implantation – Aménagement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.9	Sans objet
7	Implantation – Aménagement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.12	Sans objet
8	Exploitation – Entretien	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 3.5	Sans objet
10	Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La station-service étant en libre-service sans surveillance, il n'y avait personne le jour de l'inspection. L'absence de personnel sur le site a engendré plusieurs constats « susceptibles de suites » (constats n°1, 2, 5) car il n'était pas possible d'accéder aux documents du dossier ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : L'exploitant devra, sous 30 jours, communiquer à l'inspection des installations classées le dernier rapport de contrôle périodique de son installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Dossier installation classée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • présentation du récépissé de la déclaration et des prescriptions générales ; • présentation des plans à jour d'éventuelles modifications ; • vérification que le volume équivalent annuel distribué relevant de la rubrique 1435 est inférieur à la valeur supérieure du régime déclaratif, tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement.
<p>Constats : Le récépissé de la déclaration aurait été délivré le 9 février 2011 par la Préfecture de la Dordogne sous le n° 2011/01 à la société S.A.S. 96. Suite à un appel téléphonique au centre commercial LECLERC de Trélissac, exploité par la société TRELIDIS, il a été confirmé que la station-service de Périgueux était gérée par TRELIDIS.</p> <p>L'exploitant devra, sous 30 jours, communiquer à l'inspection des installations classées les documents suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le récépissé de déclaration au titre de la rubrique 1435 de son installation; • Le récépissé de déclaration de changement d'exploitant actant le passage de S.A.S 96 à TRELIDIS; • Le plan tenu à jour ; • Les volumes distribués sur les années 2021 et 2022 (en prenant soin de détailler en fonction du type de carburant). <p>Les autres pièces du dossier devront être tenus à disposition des services de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Implantation – Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.1. B			
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des distances d'éloignement			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
<p>Prescription contrôlée : Distance d'éloignement des ERP et ou des tiers extérieurs à l'établissement, en l'absence d'un mur coupe-feu RE 120, mais en présence d'un système d'extinction automatique :</p>			
Éloignement en mètre	Liquide inflammable de catégorie B	Liquide inflammable de catégorie C	Super éthanol
Dépotage	19	17	14
Dépotage Sécurisé	16	14	11
Distribution	17	14, 18, 21, 23	11
Distribution Sécurisée	13	7, 11, 12, 14	8

Distance d'éloignement au sein de l'installation :
5 m entre les issues des locaux susceptibles d'accueillir le public et les appareils et/ou le dépotage

Distance d'éloignement aux limites de la voie publique : 5 m

Constats : Conforme

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Implantation – Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.1. D
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des distances d'éloignement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans tous les cas, une distance minimale d'éloignement de 4 mètres, mesurée horizontalement, est observée entre l'évent d'un réservoir d'hydrocarbures et les parois d'appareils de distribution.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Implantation – Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an. Pour une installation en libre-service sans surveillance, le dispositif de coupure générale est manœuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie. Les déclenchements manuels ou automatiques des alarmes et la mise en service du dispositif automatique d'extinction ou de coupure générale sont retransmis afin d'aviser un responsable nommé désigné.
Constats : L'exploitant devra, sous 30 jours, à l'IIC : <ul style="list-style-type: none">• fournir les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.• confirmer que les dispositifs d'urgence déclenchent à la fois la coupure générale et le dispositif d'extinction automatique.• fournir les justificatifs d'essai annuel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Implantation – Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Contrôler la présence d'un dispositif empêchant la diffusion des matières dangereuses répandues accidentellement.
Constats : L'aire de distribution est étanche, des rebords et des caniveaux empêchent la diffusion des matières dangereuses répandues accidentellement, vers l'extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Implantation – Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.12
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation des appareils de distribution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les appareils de distribution sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues. L'accès et l'évacuation se font en marche avant. Les pistes ne sont pas en impasse.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Exploitation – Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks de liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Contrôler la présence d'un registre des entrées et sorties de liquides inflammables.
Constats : En l'absence de personnel, il n'a pas été confirmé la présence d'un registre des entrées et sorties de liquides inflammables. L'exploitant confirmera la présence du registre précité, sous 30 jours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 appareils d'incendie d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service, en mesure de fournir un débit minimum de 60m³/h pendant 2 h ; Pression minimale : 1 bar sans dépasser 8 bars ; • d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ; • sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ; • d'un dispositif permettant de rappeler aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident ; • pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. • d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, avec moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est abrité des intempéries ; • pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ; • pour le stockage des marchandises et le sous-sol, d'un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ; • pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ; • sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale antifeu. <p>À l'exception des stations-service en plein air, l'installation est dotée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. <p>Les dispositifs cités ci-dessus sont en nombre suffisant et correctement répartis et, dans tous les cas, les agents d'extinction sont compatibles avec les carburants éthanolés.</p> <p>Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente.</p> <p>[...]</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • présence des moyens de lutte contre l'incendie (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; • présentation des rapports d'entretien et de vérification annuels (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
<p>Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'un poteau à moins de 100 m, route d'Angoulême. Chaque îlot de distribution, dispose d'un système d'extinction automatique, d'un dispositif de déclenchement manuel et d'un extincteur. Sur l'îlot 3/4 une couverture anti-feu est disponible, ainsi qu'un bac d'absorbant muni d'une pelle. À noter qu'un autre bac situé au niveau du dépôtage présente un niveau d'absorbant trop bas. Un interphone se trouve sur le local technique, face à la pompe 8, cependant, le jour de</p>

l'inspection, il n'a pas été possible de prendre contact avec une personne de l'exploitation.

L'exploitant confirmera, sous 30 jours :

- Qu'il existe un second poteau incendie à moins de 100 m des installations. À défaut, il confirmera que le dispositif automatique d'extinction équipant la station-service présente une efficacité suffisante pour le dispenser de la présence de ce second poteau ;
- Que le système de déclenchement manuel présent sur chaque îlot a bien pour fonction de déclencher le système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance), ainsi qu'une alarme optique ou sonore ;
- Le type d'absorbant utilisé. Il procédera à une remise à niveau des bacs.
- La date du dernier rapport d'entretien et de vérification annuel. En cas de non-conformité sur ce rapport, il confirmera la levée de ces dernières.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.3

Thème(s) : Risques accidentels, Flexibles

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Contrôler :

- l'état et la date de remplacement des flexibles
- le non-frottement au sol.

Constats :

Le jour de l'inspection, les flexibles des pompes 4 et 7 ont été vérifiés. L'année de fabrication (2019) et leur état sont conformes. Sur l'ensemble des pompes, les flexibles ne traînent pas au sol.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée :

- d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution ;
- d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation.

Constats :

L'exploitant confirmera, sous 30 jours, que les dispositifs de déclenchement manuel répondent bien aux prescriptions ci-dessus.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Cas des stockages enterrés de liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réservoirs enterrés et les tuyauteries enterrées associées, même non classés, respectent les prescriptions édictées dans l'arrêté du 18 avril 2008 susvisé.</p> <p>Objet du contrôle pour les réservoirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • présence de la double enveloppe (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; • présence d'un détecteur de fuite, lequel est accessible (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure). <p>Objet du contrôle pour les événements :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les événements sont ouverts à l'air libre sans robinet ni obturateur (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; • les événements soumis à la récupération des vapeurs sont séparés des autres événements (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure). <p>Objet du contrôle pour les tuyauteries :</p> <ul style="list-style-type: none"> • présence du point bas permettant de recueillir les écoulements de produit en cas de fuite ou, en cas de difficulté pour vérifier cette présence directement sur l'installation, présentation d'un document justifiant sa présence ; • présentation du suivi régulier de ces points bas (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; • présentation des certificats d'épreuve d'étanchéité des tuyauteries simple enveloppe (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure). <p>Objet du contrôle pour les systèmes de détection de fuite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les systèmes de détection de fuite sont conformes à la norme en vigueur à la date de mise en service (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; • positionnement des alarmes visuelle et sonore pour être vues et entendues du personnel (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; • présentation des certificats de vérification tous les cinq ans (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; • affichage du dernier contrôle près de la bouche de dépotage ; • présentation du fichier de suivi annuel des essais des alarmes par l'exploitant. <p>Objet du contrôle pour les réservoirs simple enveloppe :</p> <ul style="list-style-type: none"> • présentation des certificats d'épreuves par un organisme agréé (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; • présentation des certificats de nettoyage/dégazage et contrôle visuel par un organisme habilité (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; • présentation de justificatifs attestant de la réalisation d'un premier contrôle d'étanchéité et démontrant le respect de la périodicité depuis le dernier contrôle réalisé (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; • présentation du fichier de suivi hebdomadaire des flux de liquides inflammables (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; • absence de présence de liquide aux points bas des réservoirs en fosse maçonnée (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
<p>Constats : Le jour de l'inspection, il n'a pu être fait de travail documentaire, l'exploitant devra donc</p>

<p>confirmer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le type de réservoir (simple ou double enveloppe); • Le respect des prescriptions de l'article 4.10.2¹. Les justificatifs permettant de lever des non-conformités majeures devront être fournis.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10
Thème(s) : Risques chroniques, Aires de dépotage ou de distribution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Dans le cas où les aires définies en préambule de l'annexe I sont confondues, la surface de la plus grande aire est retenue.</p> <p>Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. Dans le cas du ravitaillement bateau, l'étanchéité de l'aire de distribution se limite à la zone terrestre.</p> <p>Toute installation de distribution de liquides inflammables est pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle...).</p> <p>Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation.</p> <p>Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés.</p> <p>Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p>
<p>Constats : Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 30 jours, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Confirmer l'étanchéité des aires de dépotage et de distribution. En effet, il a été constaté la présence de fissures, notamment sur l'aire de dépotage; • Confirmer la présence d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures, répondant à minima aux caractéristiques du présent article; • Justifier de la présence des fiches de suivi de nettoyage et de l'attestation de conformité du décanteur-séparateur d'hydrocarbures; • Justifier de l'entretien et du nettoyage par une société habilitée du décanteur-séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet